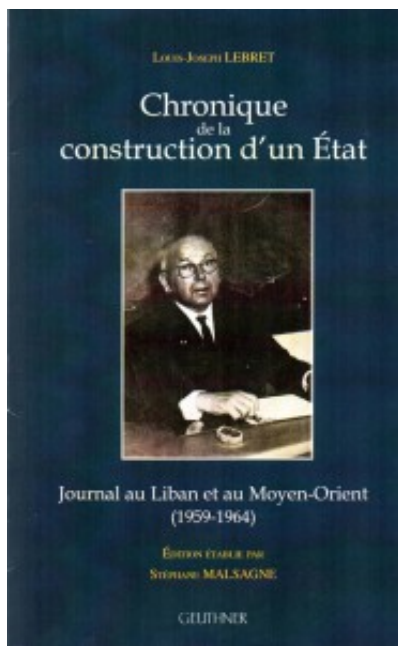


Rumor

Recherches urbaines au Moyen-Orient... et ailleurs

Dette de lecture 2 : Le journal du Père Lebret au Liban

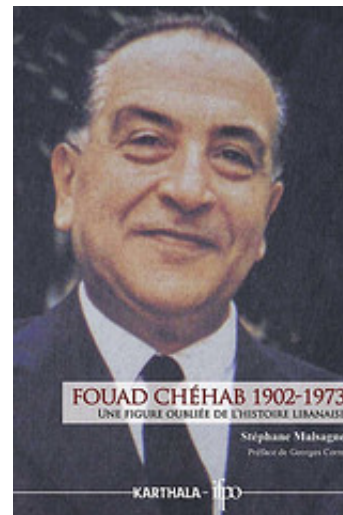


Le journal du Père Lebret au Liban et au Moyen-Orient (1959-1964), publié par Stéphane Malsagne sous le titre de *Chronique de la construction d'un État*, et qu'il m'a amicalement adressé, est une autre dette de lecture de l'année qui vient de passer. Le Père Lebret, dominicain, engagé en faveur du développement du Tiers Monde, fondateur à cette fin de l'IRFED (Institut de recherche et de formation en vue du développement), et par ailleurs l'un des acteurs majeurs du Concile, a joué un rôle majeur dans l'histoire du Liban et la présidence de Fouad Chéhab. Ce journal en livre les dessous. A vrai dire, sa lecture seule peut être malaisée pour à qui ne connaît pas un minimum la chronologie de la période et les grands traits de l'œuvre réformatrice menée par Fouad Chéhab. Evidemment, je ne saurais trop recommander de lire en parallèle la biographie de Fouad Chéhab publiée par ailleurs par S. Malsagne, notamment alimentée, pour la période présidentielle, par la

lecture de ce journal et des autres sources de l'IRFED. Mes réflexions suivantes s'appuient de ces deux documents.

Lebret dans ses cercles

Ce journal est véritablement une source exceptionnelle pour comprendre cette période. L'appareil éditorial fourni par S. Malsagne, notamment l'excellente introduction (une [présentation raccourcie](#) en a été publiée sur Jadaliyya récemment), les de notes et les index, sans parler des documents cartographiques d'origine¹ ou de synthèse, tout cela constitue une fort utile et commode boussole pour se repérer dans cet ensemble hétéroclite, de notations très diverses, parfois d'ordre télégraphique, à d'autres moments d'une rédaction plus aboutie et plus surplombante. De surcroît, le statut du journal est complexe puisque destiné à être reproduit partiellement pour ses collaborateurs, il est voué à la communication et n'est pas un espace d'épanchement.



La personnalité du Père Lebret s'y dévoile néanmoins: passionné par le Liban et par l'œuvre de développement entreprise, il consacre beaucoup de temps au travail administratif et politique visant à faire valider sa vision et à créer les conditions de sa mise en œuvre. Homme âgé et fatigué, souvent malade, il brûle son énergie et sa santé dans des tâches qui lui inspirent beaucoup de frustration et d'amertume. Le Père est aussi un religieux, qui porte sur la société libanaise et les personnes rencontrées un regard constamment marqué par ses catégories spirituelles et religieuses. Son engagement auprès du concile n'apparaît cependant qu'en pointillé ; du moins le journal libanais ne permet-il pas de s'en faire une idée très construite, peut être par un effet de sélection des extraits.



Carte touristique du Liban sur laquelle sont reportés les itinéraires des visites de terrain du Père Lebret (source : CD Rom accompagnant le le livre (c) Geuthner)

Sur un autre plan, il est frappant d'observer combien le Liban de cette époque est encore étroitement uni avec la France, du moins une certaine société libanaise que fréquente Lebret. Les cercles d'expatriés sont très nombreux et semblent instaurer une certaine distance avec le reste de la population.

Le journal est un révélateur très éclairant de la proximité entre Chéhab et Lebret et de la manière dont le président s'appuie fortement sur ce dernier pour mener ses réformes. En revanche, il n'est pas très explicite sur les profondes oppositions politiques qu'a suscité ces réformes et cette politique chéhabiste. Si certains adversaires sont parfois nommés, et des confrontations, plutôt détendues d'ailleurs, rapportées (par exemple avec Pierre Eddé), cette adversité passe surtout par la presse et des jeux politiques qui sont lointains et n'est pas analysées avec précision.

Les relations avec les collaborateurs libanais de l'IRFED

Ayant, dans mon livre [Beyrouth et ses urbanistes: une ville en plans](#), largement étudié les réalisations chéhabistes concernant l'urbanisme et l'aménagement du territoire, c'est avec délectation que j'ai utilisé cet ouvrage pour vérifier certaines conjectures élaborées sur la base de mes propres sources. A mon avis, c'est là une des grandes utilités du document livré par S. Malsagne. On peut relever plusieurs points.

Le premier concerne le rapport entre le groupe de l'IRFED, Lebret et ses équipiers, et le groupe des collaborateurs libanais, souvent eux-mêmes favorables aux réformes mais en désaccord voire en conflit avec les mesures prônées dans le détail. Par rapport à ma lecture (voir notamment ce [chapitre](#)), le journal de Lebret permet de restituer des nuances dans l'évolution des positions. S. Malsagne a bien en évidence dans ses travaux et repris dans la biographie de Chéhab, l'émergence d'une technocratie d'ingénieurs et de bureaucrates chéhabistes, qui vont d'ailleurs durablement structurer l'administration libanaise et contribuer à la persistance de pratiques et d'intentions réformistes et volontaristes dans un environnement politique devenu contraire après 1965-67. Mais à côté de cette catégorie, j'ai souligné qu'un certain nombre de techniciens et d'experts libanais avaient critiqué l'IRFED. On retrouve ces oppositions dans le journal, par exemple les cas de [Joseph Naggear](#) ou [Henri Eddé](#). Toutefois, on constate aussi l'adoucissement de ces oppositions au fil du temps. Naggear semble plus ouvert et facilite le travail de la mission en 1964, quand il est devenu ministre, alors que plusieurs désaccords sont mentionnés en 1960-61-62. Un des enjeux concernait finalement la reconnaissance des idées et des premières tentatives de l'élite libanaise, dans les années 1950-58, notamment l'élaboration d'une première mouture du plan, et leur inclusion dans la poursuite des travaux.

C'est sans doute ainsi qu'il faut comprendre les rapports complexes avec des personnalités considérées comme proche de la mission IRFED, comme les économistes Pierre Ganagé ou Mohammed Atallah, qui entrent dans un rapport de concurrence avec les experts français, tout en cherchant en même temps des bénéfices économiques de leur collaboration. Lebret livre ici une étonnante anecdote, à travers une conversation qu'il a avec Gannagé, où ce dernier cherche à évincer son collègue Attalah de la présidence ou de direction de la Commission de la planification – alors qu'en fait, il veut le poste pour lui (20 octobre 1963, p.296). Mais rien ne permet d'y lire une dimension politique au-delà de la concurrence individuelle. S. Malsagne indique que le journal révèle les difficultés de construction de l'Etat mais au fond, en le lisant, on voit peu le clientélisme ou le communautarisme dont il dénonce par ailleurs la persistance, en tout cas pas à travers des faits aussi concrets que dans cette anecdote.

Par ailleurs, Corm, dans la préface à la biographie de Chéhab, se plaint des difficultés d'accès des collaborateurs libanais au Père Lebret et suggère en fait une certaine coupure, voire un certain aveuglement, face à certaines réalités. C'est à mon sens un point qu'il serait nécessaire d'explorer davantage.

L'IRFED Liban, monstre administratif?

Un deuxième point que le journal permet de documenter, et qui correspond à l'une des difficultés majeures qu'a rencontré l'IRFED, paradoxalement peu soulignée par Malsagne, tient aux hésitations sur son statut administratif, et aux inconvénients de la solution choisie.

L'itinéraire de Mohammed Atallah peut illustrer ce point. Cet économiste en poste à l'AUB était pressenti pour diriger la direction de la planification en préfiguration, ce qui finalement ne se fit pas. Il me semble que dans la biographie de Chéhab, S. Malsagne ne souligne pas assez son importance et notamment omet le fait qu'il deviendra le premier président du CDR, en 1977, après sa création par le Président du Conseil Sélim Hoss. Cela met en évidence la continuité entre l'IRFED et cette institution toujours centrale aujourd'hui. Mais en fait, cette continuité n'en est pas totalement une, notamment sur le plan de la structure administrative, puisque la création du CDR constitue une liquidation du ministère du Plan tel que conçu et construit par Lebret et son équipe. En effet, après la première étude, en 1959-60, qui avait dégagé la diagnostic de la situation socio-économique du Liban, Chéhab confie à Lebret une deuxième mission consistant à élaborer un plan des investissements publics. En pratique, cette deuxième mission, composée d'experts français, libanais et d'autres nationalités, constitue la colonne vertébrale du ministère du Plan, qui existait déjà mais sans administration propre. Le journal montre que le Père Lebret a par moment rêvé d'une autre structure, plus proche d'une administration de mission, sur le modèle du Commissariat au Plan, ce que fut la DATAR fondée d'ailleurs en 1963 en France, et ce que fut plus ou moins le CDR fondé en 1977.

En effet le journal montre que cette organisation et cette intégration dans l'administration libanaise fut loin d'être aisée : du recrutement du personnel aux règles d'engagement des crédits, sans parler même du problème des locaux, tout est en permanence objet de négociations, de réunions avec les directeurs généraux, les ministres, etc. Une énergie considérable fut perdue ici. Du reste, le journal montre aussi que vers la fin de la mission, le Père Lebret réalise la nécessité d'une transition vers les experts libanais, transition qui n'est pas aisée car tous les instruments sont dans les mains et dans la tête des experts français, ce qui explique aussi en bonne partie l'animosité ou du moins les frictions avec les potentiels relais libanais. De ce point de vue, l'héritage de l'IRFED est sans doute plus problématique que bénéfique, et cela a pu expliquer, outre les oppositions politiques et le retour des "fromagistes", l'abandon d'une partie du projet chéhabistes. En ce sens, la mission IRFED fut bien une sorte de "monstre administratif", un point que Georges Corm avait bien mis en avant au sujet de l'administration régionale dans son [ouvrage](#) de 1964, écrit après avoir travaillé deux ans dans l'équipe de l'IRFED. Curieusement, que ce soit dans les entretiens qu'il m'a accordé lors de ma recherche ou dans sa préface à la biographie de Malsagne, Corm modère les critiques contenues dans son ouvrage sur ces aspects administratifs (voir dans mon livre). Lebret lui-même semble n'y voir que des "réserves d'usage" (1er novembre 1964, p. 345).

Les politiques du développement au Moyen Orient

Un troisième aspect très intéressant du journal concerne les missions du Père Lebret en Jordanie, en Syrie et au Koweït où il cherche à comprendre l'économie et les politiques de développement des autres pays de la région, et les liens qui pourraient se nouer entre eux et le Liban. Par exemple, il

indique tous les avantages qui pourraient naître d'une bonne articulation commerciale et financière entre le Koweït en plein boom et le Liban. Il se montre aussi très intéressé par l'expérience de développement jordanienne et notamment le Planning Board. Dans un [commentaire](#) du livre de Paul Kingston sur les politiques de développement en Jordanie et en Irak, j'avais fait un petit parallèle entre les deux expériences, et souligné aussi les différences. Les annotations de Lebret permettent d'identifier d'autres différences : par exemple, le Planning Board jordanien est une institution à la fois plus flexible et réactive, plus ouverte aussi, que le monstre administratif créé au sein du ministère du Plan libanais, et Lebret fait part de son approbation pour cette formule, et semble regretter la voie choisie / imposée au Liban. Je renvoie à cette note sans développer plus avant ce point, mais il y a là aussi des matériaux utiles pour entreprendre une histoire comparée des politiques de développement dans la région.

Pour conclure

Pour finir, la lecture du journal m'a laissé sur ma faim sur un dernier point: les rapports entre Michel [Ecochard](#) et Lebret, qui semblent avoir réellement été ténus. Et si les questions d'urbanisme préoccupent beaucoup Lebret, son interlocuteur principal paraît surtout avoir été André Bricet, un expert des Nations Unies détaché auprès de la direction générale de l'urbanisme en 1964, et rarement Ecochard, mentionné seulement en 1960 et 1961. Par contraste avec le désordre beyrouthin, il faut citer l'admiration – ou simplement l'ébahissement – de Lebret pour Koweït City, une ville si moderne, aux rues si larges, bordées de tant de magasins si pleins de richesse. La fascination pour le Golfe, contrepoint de la frustration face aux impasses libanaises : un motif devenu récurrent dans l'histoire économique et urbaine du Liban?

Notes _____

1. luxe rare dans l'édition aujourd'hui, un CD ROM accompagne le Journal, où sont reproduites des cartes d'époque au 1/50 000 [\[P\]](#)



Cette entrée a été publiée dans aménagement, histoire, recension bibliographique, et marquée avec Ecochard, IRFED, Lebret, Naggear, le 6 janvier 2015 [<http://rumor.hypotheses.org/3695>] .
